

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2010-2011

8 DÉCEMBRE 2010

Proposition de résolution en vue de renforcer la lutte contre le trafic d'hormones dans l'élevage, les produits dopants à usage humain et les médicaments illégaux

(Déposée par M. Bart Tommelein et consorts)

Introduction

La lecture des rapports annuels récents de la Cellule hormones ne laisse planer aucun doute : le dopage est un phénomène en résurgence. L'une des principales conclusions que tire la Cellule hormones dans son rapport annuel 2008 est que le nombre d'infractions constatées a diminué mais que les indices d'infraction, eux, ne sont pas en diminution. Les enquêteurs pressentent en d'autres termes que la situation est grave, mais la probabilité de sanctionner les contrevenants ne progresse pas. Venant de la Cellule hormones, une telle déclaration est loin d'être négligeable.

Par la présente proposition, les auteurs souhaitent attirer de nouveau l'attention sur la lutte contre les hormones non seulement en dénonçant le trafic dont celles-ci font traditionnellement l'objet dans le cadre de l'élevage, mais aussi et surtout en mettant en évidence plusieurs phénomènes nouveaux comme le fait que le trafic d'hormones vise non plus uniquement l'engraissement des animaux mais aussi le dopage humain.

Outre plusieurs extraits des différents rapports annuels de la Cellule hormones, la présente proposition reprend également certaines des recommandations que le Sénat a formulées le 9 mars 2005 au sujet de la problématique du dopage dans le sport et qui sont malheureusement restées en grande partie lettre morte jusqu'à ce jour. (1).

(1) <http://www.senate.be/www/?Mlval=/publications/viewPub.html&COLL=S&LEG=3&NR=366&VOLGnr=1&LANG=fr>.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2010-2011

8 DECEMBER 2010

Voorstel van resolutie ter versterking van de strijd tegen de handel in hormonen bij de veeteelt, de doping voor menselijk gebruik alsook de illegale medicatie

(Ingediend door de heer Bart Tommelein c.s.)

Inleiding

Wie er de recente jaarverslagen van de Hormonencel op naslaat kan er niet omheen. Doping is terug van weggeweest. Één van de belangrijkste conclusies van het jaarverslag van de Hormonencel van 2009 luidt : « Het aantal vastgestelde inbreuken is gedaald, de aanwijzingen echter niet. ». De speurders vermoeden met andere woorden dat de situatie ernstig is, doch de pakkans volgt niet. Dit statement kan tellen, komende van de Hormonencel.

Met dit voorstel willen de indieners de strijd tegen de hormonen terug onder de aandacht brengen. Naast de traditionele strijd tegen de hormonen in de veeteelt wil het vooral ingaan op enkele nieuwe fenomenen, zoals de verschuiving van de hormonenhandel van het vetmesten van dieren naar de humane doping.

Naast de verschillende jaarverslagen van de Hormonencel herneemt dit voorstel tevens bepaalde aanbevelingen van de Senaat betreffende de problematiek van doping in de sport van 9 maart 2005 en die tot op heden helaas grotendeels dode letter bleven (1).

(1) <http://www.Senaat.be/www/?Mlval=/publications/view-Pub.html&COLL=S&LEG=3&NR=366&VOLGnr=1&LANG=nl>.

La présente proposition aborde aussi les propositions très intéressantes que l'Organe international de contrôle des stupéfiants a formulées et, en particulier, les «Principes directeurs à l'intention des gouvernements pour la prévention de la vente illégale via l'Internet de substances placées sous contrôle international» qu'il a édictés en 2009 (1).

En outre, l'auteur principal de la présente résolution a formulé de nombreuses questions écrites en se basant sur les constatations effectuées par la Cellule hormones et sur diverses informations rapportées par les médias afin d'examiner dans quelle mesure la lutte contre le trafic d'hormones engrange des résultats. Les constats sont parfois ahurissants: il existe de très nombreux points de convergence entre le dopage humain et le trafic d'hormones dans l'élevage en ce qui concerne tant les groupes d'auteurs que les problèmes de détection.

1. Les hormones dans l'élevage

1.1. La détection des produits pose problème

Les engraisseurs illégaux utilisent des produits qui sont de plus en plus difficiles à détecter. Il existe une véritable surenchère technologique et les engraisseurs semblent gagner la bataille. Dans son rapport, la Cellule hormones ne cesse de répéter année après année qu'elle dispose d'une capacité de laboratoire insuffisante.

Le ministre de la Justice, que nous avons interrogé à ce sujet, a confirmé implicitement les constatations effectuées par la Cellule hormones et a également reconnu que les trafiquants d'hormones disposent de connaissances scientifiques accrues: «Les trafiquants d'hormones ont des connaissances de niveau scientifique, les contrôles au sein des entreprises ne permettent donc pas d'obtenir des résultats. Des investissements sont cependant effectués afin d'obtenir et d'exploiter des informations douces avec lesquelles on peut adopter une approche multidisciplinaire. Différentes mesures ont déjà été prises, parmi lesquelles le lancement d'une procédure d'achat de nouveau matériel, une collaboration plus étroite avec les laboratoires ainsi qu'une étude sur l'effet de certains produits sur l'engraissement (2).»

Ce constat n'est malheureusement pas neuf. En 2005 déjà, une commission spéciale du Sénat était parvenue au même constat au sujet du dopage dans le monde du sport. Le rapport lui-même souligne l'existence d'un lien entre le dopage humain et le dopage dans l'élevage.

(1) http://www.incb.org/pdf/Internet_Guidelines/Internet_guidelines_French_ch2.pdf.

(2) <http://www.senate.be/www/?Mlval=/Vragen/SchriftelijkeVraag&LEG=4&NR=5680&LANG=fr>.

Het voorstel verwerkt tevens de bijzonder interessante voorstellen van de *International Narcotics Control Board* en meer bepaald de «*Guidelines for governments on preventing the illegal sale of internationally controlled substances through the Internet*» van 2009 (1).

Daarnaast formuleerde hoofdindiener van deze resolutie tal van schriftelijke vragen op basis van de vaststellingen van de Hormonencel en diverse berichten in de media om af te toetsen in hoeverre de strijd tegen de hormonen succesvol verloopt. De vaststellingen zijn soms onthutsend: er blijken zeer veel raakvlakken te bestaan tussen de humane doping en de hormonenhandel in de veeteelt, zowel wat betreft de dadergroepen als wat de detectieproblemen betreft.

1. Hormonen in veeteelt

1.1. De detectie van de producten loopt mank

Illegale vetmesters maken gebruik van steeds moeilijker te detecteren producten. Er is sprake van een wapenwedloop en de vetmesters lijken het pleit te winnen. Het verslag van de Hormonencel bevestigt jaar op jaar dat ze over onvoldoende labocapaciteit beschikken.

De minister van Justitie, hierover door ons bevraagd, bevestigde impliciet de vaststellingen van de Hormonencel alsook de toegenomen wetenschappelijke kennis van de hormonenhandelaars: «De kennis van de hormonenhandelaars situeert zich op wetenschappelijk niveau waardoor controles op het bedrijf geen resultaten opleveren. Er wordt echter geïnvesteerd in het verwerven en exploiteren van zachte informatie waarbij een multidisciplinaire aanpak wordt gehanteerd. Verschillende maatregelen zijn al genomen waaronder het starten van een procedure om nieuwe apparatuur aan te kopen, nauwere samenwerking met de laboratoria en het uitvoeren van een studie omtrent de werking van bepaalde producten op de vetmesting (2).»

Deze vaststelling is jammer genoeg niet nieuw. Reeds in 2005 kwam een bijzondere commissie binnen de Senaat tot dezelfde vaststelling wat betreft de doping in de sportwereld. Het verslag wijst zelf op een link tussen de humane doping en de doping in de veeteelt.

(1) http://www.incb.org/pdf/Internet_Guidelines/Internet_guidelines_English_ch2.pdf.

(2) <http://www.senate.be/www/?Mlval=/Vragen/SchriftelijkeVraag&LEG=4&NR=5680&LANG=nl>.

À cet égard, le Sénat a formulé le 9 mars 2005 la recommandation suivante : « Les laboratoires de contrôle agréés devraient disposer du matériel de pointe nécessaire. (...) De plus, les laboratoires de contrôle sont investis d'une mission importante : constater les tendances et pouvoir s'y adapter. Il faudrait accroître les échanges de savoir-faire entre les laboratoires qui effectuent des contrôles antidopages et ceux qui recherchent la présence d'hormones dans l'élevage. »

La Cellule hormones demande depuis plusieurs années déjà de pouvoir disposer de moyens de détection accrues. Les pouvoirs publics doivent appuyer cette demande. Sans capacité de laboratoire supplémentaire, la probabilité de sanctionner les contrevenants n'augmentera pas. La présente proposition insiste dès lors sur la nécessité d'étendre rapidement les moyens de détection des laboratoires afin de permettre à ceux-ci de détecter les nouvelles hormones de manière plus efficace.

Le 10 janvier 2006, Flor Van Noppen et le Dr Louis Ide déclarent dans le journal *De Standaard* : « Moyennant la créativité nécessaire, notre cheptel continuera à être « traité » avec des hormones indétectables. La mafia des hormones est un monstre à têtes multiples. À peine en tranche-t-on une ici qu'il en repousse aussitôt de nouvelles ailleurs. Et le monstre opère en recourant non seulement aux hormones mais aussi aux antibiotiques. L'usage intempestif des antibiotiques dans la médecine humaine mais aussi dans la médecine vétérinaire entraîne un énorme problème de résistance. Davantage de gens mourront des suites d'une infection non traitable parce que nos antibiotiques cesseront d'être efficaces. » (traduction).

Il ressort d'ailleurs des chiffres cités par le Dr Ide qu'un nombre non négligeable de personnes entrent à l'hôpital alors qu'elles sont porteuses de bactéries résistantes (présentant un mécanisme de résistance ESBL). Les patients ne sont jamais entrés en contact avec les antibiotiques. L'une des hypothèses avancées est que l'usage des antibiotiques dans l'élevage (en tant que promoteur de croissance) est responsable du fait que des personnes qui n'ont à première vue jamais été en contact avec des antibiotiques sont porteuses malgré tout de bactéries résistantes (elles ont été colonisées ou, dans le pire des cas, infectées) (1). C'est pourquoi le dépistage des antibiotiques doit toujours être effectué à l'endroit de l'injection.

1.2. La sous-traitance comme moyen de dissimulation

Les engraisseurs illégaux ont de plus en plus tendance à recourir à des éleveurs dits « officieux » afin de dissimuler leurs activités. Ces éleveurs ne sont

(1) http://www.vlaamsegezondheidszorg.com/sites/default/files/Towards_a_holistisc_infection_control_strategy.pdf.

De Senaat nam hieromtrent op 9 maart 2005 volgende aanbeveling aan : « De erkende controlelaboratoria zouden moeten kunnen beschikken over de nodige *high-tech* apparatuur. Bovendien hebben de controlelaboratoria de belangrijke taak om trends vast te stellen en moeten ze daarop kunnen inspelen. Er zou meer *knowhow* moeten worden uitgewisseld tussen de labs die controleren op dopingproducten en die welke hormonen in de veeteelt opsporen. »

Reeds meerdere jaren is de Hormonencel vragende partij voor een sterkere detectiemogelijkheid. De overheid moet hen hierin steunen. Zonder bijkomende labo capaciteit zal de pakkans niet toenemen. Dit voorstel dringt dan ook aan op een verdere en versnelde uitbouw van de detectiemogelijkheden van de labo's om de nieuwe hormonen efficiënter op te sporen.

Op 10 januari 2006 stellen Flor Van Noppen en dr. Louis Ide in *De Standaard* : « Met de nodige creativiteit wordt onze veestapel nog steeds met onvindbare hormonen « behandeld ». De hormonenmaffia blijkt een monster met veel koppen te zijn. Hakt men er hier één af, dan verschijnen er elders wel nieuwe. En het monster manifesteert zich niet alleen onder de vorm van hormonen, maar ook onder die van antibiotica. Het onoordeelkundig gebruik van antibiotica in de geneeskunde én in de diergeneeskunde zorgt voor een enorm resistentieprobleem. Meer mensen zullen sterven aan de gevolgen van een onbehandelbare infectie, omdat onze antibiotica niet meer zullen werken. »

Uit de cijfers van dokter Ide blijkt trouwens dat een niet onaanzienlijk aantal mensen het ziekenhuis binnenkomt met resistente bacteriën (met een ESBL-resistentiemechanisme). De patiënten kwamen nog nooit met antibiotica in contact. Éen van de hypothesen is dat het gebruik van antibiotica in de veeteelt (als groeipromotor) er de oorzaak van is dat mensen — zonder op het eerste gezicht ooit in aanraking te zijn gekomen met antibiotica — toch resistente bacteriën met zich meedragen (gekoloniseerd, in het ergste geval geïnfecteerd) (1). In die zin moet de screening op antibiotica steevast aan de insteekplaats blijven.

1.2. Het fenomeen van de loonkwekers schermt de ware daders af

Illegale vetmesters verschuilen zich ook steeds meer achter zogenaamde « officieuze loonkwekers ». Dit zijn kwekers die niet gekend zijn bij de Hormonencel

(1) http://www.vlaamsegezondheidszorg.com/sites/default/files/Towards_a_holistisc_infection_control_strategy.pdf.

pas connus de la Cellule hormones et agissent comme sous-traitants. Il est donc difficile pour les enquêteurs de mettre la main sur les « gros poissons ». Toutefois, la Cellule hormones elle-même propose une solution.

Les enquêteurs plaident explicitement pour la poursuite des contrevenants à deux niveaux, à savoir sur la base de la législation relative aux hormones et sur la base d'enquêtes en matière de blanchiment.

Si l'on veut réellement augmenter les chances d'arrêter les contrevenants, on doit identifier les fonds générés par ce commerce et les faire saisir par la justice. Dans les dossiers de trafic d'hormones, il faut collaborer de manière proactive avec les services de contrôle fiscal afin de resserrer les mailles du filet.

Une analyse effectuée en 2009 par l'Université de Gand au sujet des stratégies de lutte contre la corruption a débouché sur une recommandation concernant la Cellule hormones. Selon ce texte, une des vocations et des missions essentielles de la Cellule consiste à élaborer une analyse criminelle globale. Il est, par ailleurs, nécessaire d'établir une sorte d'analyse permanente qui s'étend ou se modifie de jour en jour en fonction des diverses enquêtes en cours. Outre le flux d'informations vertical, il faut utiliser le flux horizontal produit par la Cellule hormones.

Une analyse criminelle globale est essentielle si l'on veut capturer les « gros poissons ». Le ministre de la Justice, interrogé sur le sujet au Parlement en 2009, a confirmé qu'il était nécessaire d'élaborer un cadre légal: « Ainsi qu'il a été mentionné dans le rapport annuel 2006, un cadre légal apporterait à la cellule une amélioration d'ordre structurel (1). »

À la question « peut-on affirmer aujourd'hui que la Cellule multidisciplinaire hormones est devenue une véritable *taskforce*, comme les enquêteurs le demandaient déjà en 1999? », le ministre a répondu ce qui suit: « La CMDH n'est pas une *taskforce* opérationnelle mais plutôt un organe de coordination. Les informations sont collectées, traitées et exploitées. Elles sont ensuite mises à la disposition des instances compétentes et ce, compte tenu de la procédure judiciaire. La Cellule multidisciplinaire hormones ne mène pas elle-même d'enquête. »

En ce qui concerne le phénomène de délocalisation de l'engraissement proprement dit, le ministre de la Justice de l'époque avait avancé une solution personnelle, certes limitée: « Le système Sanitel a été remplacé début 2009 par le système SANITRACE. Dans ce système, le responsable du troupeau est mentionné comme détenteur et dès lors comme responsable des bovins. Dans la description de la « gestion du troupeau », une indication du « responsable financier » est prévue dans la rubrique « opéra-

en optreden als onderaannemers. Dit maakt het voor de speurders moeilijk om de grote garnalen te vangen. De Hormonencel schuift nochtans zelf een oplossing naar voor.

De speurders pleiten expliciet voor een vervolging van de daders op twee niveaus, namelijk op basis van de hormonenwetgeving en op basis van witwasonderzoek.

Als men de pakkans daadwerkelijk wil verhogen moet men de gelden achter deze handel in kaart brengen en in beslag laten nemen door het gerecht. Inzake hormonendossiers moet er proactief worden samengewerkt met de fiscale controlediensten om de mazen van het net te verkleinen.

Uit onderzoek van de universiteit van Gent in 1999 inzake anticorruptiestrategieën kwam wat betreft de Hormonencel volgende aanbeveling naar voor: « Één van de bestaansredenen en opdrachten van de Cel bestaat erin een globale misdrijfanalyse uit te werken. Bovendien doet de noodzaak zich voor om een soort permanente analyse op te stellen die dag na dag groeit of wijzigt aan de hand van de verschillende lopende onderzoeken. Naast de verticale informatiestroom dient er werk te worden gemaakt van een horizontale stroom vanuit de Hormonencel. »

Een globale misdrijfanalyse is cruciaal wil men achter de grote vissen gaan. De toenmalige minister van Justitie, hierover bevraagd in 2009 het Parlement bevestigde de noodzaak van een wettelijk kader: « Zoals vermeld in het jaarverslag 2006 zou een wettelijk kader voor de cel een structurele verbetering betekenen (1). »

Op de vraag of men heden kon stellen dat de Multidisciplinaire Hormonencel een echte *taskforce* is geworden zoals de speurders reeds vroegen in 1999 antwoordde de toenmalige minister: « De MDHC is geen operationele *taskforce*, meer een coördinerend orgaan. Er wordt informatie verzameld, verwerkt en geëxploiteerd en daarna ter beschikking gesteld aan de bevoegde instanties, en dit rekening houdend met het justitiële verloop. De multidisciplinaire hormonencel voert zelf geen onderzoeken uit. »

Wat betreft het fenomeen van delocalisatie van het vetmesten zelf voert de toenmalige minister van Justitie een eigen weliswaar beperkte oplossing aan: « Sinds begin 2009 is het Sanitel systeem vervangen door het SANITRACE systeem. In dit systeem is de beslagverantwoordelijke vermeld als houder en dan ook verantwoordelijke van de runderen. Bij de beschrijving van het « beheer beslag » is er bij de beschrijving « operator » ook een aanwijzing voorzien voor de « financieel verantwoordelijke ». Aan de hand

(1) <http://www.senate.be/www/?MIVAL=/Vragen/SchriftelijkeVraag&LEG=4&NR=5679&LANG=fr>.

(1) <http://www.senate.be/www/?MIVAL=/Vragen/SchriftelijkeVraag&LEG=4&NR=5679&LANG=nl>.

teur». Sur cette base et pour autant que les données aient été introduites correctement par l'opérateur, il devrait être possible de déterminer qui est vraiment le propriétaire des bovins. Sanitrace peut effectivement devenir un instrument utile pour dépister les «déménagements» suspects de bovins.» Malheureusement, cette solution ne fonctionne que sur le papier, le ministre concédant dans la foulée que le système n'est pas étanche: «Le problème est toutefois difficile à résoudre parce que les éleveurs en sous-traitance travaillent sans contrat avec le propriétaire des animaux, rien n'est dès lors consigné par écrit. Les organisations professionnelles et les organisations agricoles devraient insister pour que les éleveurs en sous-traitance travaillent dans le cadre d'un contrat et pour que le nom de l'éleveur en sous-traitance soit mentionné, dans Sanitrace, sous la rubrique du responsable financier.»

En résumé, le ministre confirme que le problème est «difficile à résoudre».

Interrogée sur la possibilité d'un recours systématique à une enquête patrimoniale ou en matière de blanchiment, la ministre a également été claire: «Une enquête financière (du patrimoine) n'est pas toujours exécutée. C'est le magistrat qui décide de manière autonome si une enquête financière est réalisée ou non. Par le réseau d'expertise Résidus et sécurité alimentaire notamment, les magistrats sont sensibilisés à l'attention qu'il convient d'accorder au volet financier de l'enquête. Il n'existe aucun enquêteur financier directement lié à la Cellule hormones. Il peut néanmoins toujours être fait appel aux experts de la police (1).»

Il a également été demandé explicitement à la ministre de la Justice d'indiquer le nombre de dossiers d'engraissement illégal dans lesquels une enquête en matière de blanchiment a été menée au cours des trois dernières années. Sa réponse fut hallucinante. En raison d'un système d'encodage kafkaïen, les parquets sont dans l'impossibilité de communiquer ces chiffres!

Dans un souci d'exhaustivité, voici la réponse de la ministre: «La banque de données du Collège des procureurs généraux est alimentée par les enregistrements des départements correctionnels des parquets des tribunaux de première instance et du parquet fédéral (système TPI). Ce système TPI permet d'enregistrer un code de prévention principal ainsi qu'un ou plusieurs codes de prévention supplémentaires éventuels. Pour enregistrer une affaire dans le système, il faut toujours introduire une prévention principale. L'enregistrement de préventions supplémentaires n'est en revanche pas automatique. Afin d'analyser les enquêtes en matière de blanchiment pour les infractions liées à l'engraissement illégal, il

hiervan zou, indien de gegevens correct door de operator werden ingebracht, men kunnen uitmaken wie de werkelijke eigenaar van de runderen is. Sanitrace kan inderdaad een nuttig instrument zijn om opvallende «verhuis» van runderen op te sporen.» Jammer genoeg werkt deze oplossing enkel op papier daar de minister onmiddellijk aangeeft dat het systeem niet waterdicht is: «Het probleem is moeilijk aan te pakken omdat loonkwekers werken zonder contract met de eigenaar van de dieren, er staat niets op papier. De beroepsverenigingen en landbouworganisaties zouden moeten aandringen dat loonkwekers met contract werken en in het Sanitrace systeem bij financieel verantwoordelijke de naam van de loonkweker opgeven.»

Samengevat bevestigt de minister dat het fenomeen «moeilijk is aan te pakken».

Wat betreft het systematisch voeren van een vermogensonderzoek of een witwasonderzoek is het antwoord van de minister eveneens duidelijk: «Er wordt niet steeds een financieel (vermogens) onderzoek gedaan. Het al dan niet voeren van financieel onderzoek is de autonome beslissing van de magistratuur. De magistraten worden onder meer via het expertisenetwerk residuen en voedselveiligheid gesensibiliseerd om aandacht te hebben voor het financiële luik binnen het onderzoek. Er zijn geen financiële speurders rechtstreeks verbonden aan de hormonencel maar er kan steeds beroep worden gedaan op de experts van de politie (1).»

Op de expliciete vraag of de minister van Justitie kan aangeven in hoeveel dossiers inzake illegale vetmesting er daadwerkelijk een witwasonderzoek werd gevoerd en dit respectievelijk voor de jongste drie jaren? Blijkt het antwoord hallucinant te zijn. Door een kafkaïaans encoderingssysteem kunnen de parketten deze cijfers niet geven...

Voor de volledigheid bij deze het antwoord van de minister: «De databank van het College van procureurs-generaal wordt gevoerd met registraties van de correctionele afdelingen van de parketten bij de rechtbanken van eerste aanleg en het federale parket (REA-systeem). Dit REA-systeem biedt de mogelijkheid om een voornaamste tenlastelegging en eventueel één of meer bijkomende tenlasteleggingscodes te registreren. Om een zaak in het systeem te registreren moet er steeds een voornaamste tenlastelegging ingegeven worden. De registratie van bijkomende tenlasteleggingen gebeurt echter niet overal. Om witwasonderzoek binnen inbreuken inzake illegale vetmesting te analyseren, zou men een selectie moeten

(1) <http://www.senate.be/www/?MVal=/Vragen/SchriftelijkeVraag&LEG=4&NR=5678&LANG=fr>.

(1) <http://www.senate.be/www/?MVal=/Vragen/SchriftelijkeVraag&LEG=4&NR=5678&LANG=nl>.

conviendrait de procéder à une sélection sur la base de la combinaison de deux codes de prévention, à savoir « 62D-Hormones » et « 27B-blanchiment ». Dès lors que certains parquets n'enregistrent pas de préventions secondaires, aucun chiffre fiable ne peut être fourni concernant ce phénomène. De même, la prévention « 62D-Hormones » a une portée plus large que l'« engraissement illégal ». Ce code ne permet dès lors pas de préciser le nombre exact d'affaires entrées. »

1.3. Délocalisation de l'engraissement illégal vers l'étranger

L'une des contre-stratégies utilisées par la mafia des hormones consiste à délocaliser les animaux vers l'étranger. Des éleveurs véreux transfèreraient temporairement leurs animaux chez nos voisins pour les y engraisser à l'aide de produits illégaux.

La ministre de la Justice de l'époque a confirmé ce phénomène : « Il y a eu deux dossiers l'année dernière. Une action coordonnée a été menée à chaque fois en Belgique ainsi que dans le pays voisin. Chaque semestre, différents pays de l'UE se réunissent dans le cadre du *EU Working Group of Enforcement Officers* (groupe vétérinaire), afin d'échanger ce type d'informations, de mettre en œuvre d'éventuelles actions et d'examiner les nouvelles tendances. »

Ici aussi, il faudrait pouvoir procéder à une enquête patrimoniale et surtout à une analyse criminelle globale pour répondre rapidement à ces nouvelles contre-stratégies.

1.4. Il semble difficile de lutter contre le phénomène des vétérinaires d'autoroute

Le rapport annuel 2009 de la Cellule hormones a également évoqué le phénomène des « vétérinaires d'autoroute ». Il ressort d'une étude approfondie qu'un « vétérinaire d'autoroute » est un vétérinaire qui vend des médicaments à grande échelle à des propriétaires d'animaux sans établir les diagnostics requis. Des médicaments bon marché sont ainsi commercialisés, avec le risque d'abus et de problèmes de santé publique qui en découlent. Et il s'avère qu'en plus des produits hormonaux destinés à l'engraissement, ces « vétérinaires d'autoroute » vendent aussi des médicaments non enregistrés.

La ministre de la Justice a confirmé l'existence du phénomène des vétérinaires d'autoroute le 18 mars 2010 (1) :

(1) <http://www.senate.be/www/?Mlval=/Vragen/SchriftelijkeVraag&LEG=4&NR=5682&LANG=fr>.

maken op basis van de combinatie van twee tenlasteleggingen, namelijk « 62D-Hormonen » en « 27B-witwassen ». Aangezien sommige parketten geen secundaire tenlasteleggingen registreren, kan er geen betrouwbaar cijfermateriaal aangeleverd worden voor dit fenomeen. Tevens is de tenlastelegging « 62D-Hormonen » ook ruimer dan « illegale vetmesting » en is het aldus ook niet mogelijk om via deze code het exacte aantal binnengekomen zaken te preciseren. »

1.3. Delokalisatie illegale vetmestering naar het buitenland

Eén van de contra strategieën van de hormonen-maffia is het delokaliseren van de dieren naar het buitenland. Malafide kwekers zouden hun dieren tijdelijk in buurlanden plaatsen om ze daar vet te mesten met illegale producten.

De toenmalige minister van Justitie bevestigde dit fenomeen : « Vorig jaar waren er twee dossiers, telkens werd zowel in België als in het buurland een gecoördineerde actie uitgevoerd. Elk semester wordt er onder de koepel van de *EU Working Group of Enforcement Officers* (veterinaire groep) samengezeten met verschillende EU-landen om dergelijke informatie uit te wisselen, eventuele acties uit te voeren en nieuwe trends te bespreken. »

Ook hier is er behoefte aan vermogensonderzoek en vooral naar een globale misdrijfanalyse, willen we tijdig optreden tegen nieuwe contrastrategieën.

1.4. Het fenomeen van de autostradedierenartsen lijkt moeilijk aan te pakken

In het jaarverslag van de Hormonencel van 2009 dook de term « autostradedierenarts » op. Nader onderzoek leert dat een « autostradedierenarts » een dierenarts is die op grootschalige manier geneesmiddelen verkoopt aan eigenaren van dieren zonder de nodige diagnose te stellen. Op die manier worden geneesmiddelen goedkoop aangeboden wat misbruik kan veroorzaken met alle gevolgen voor de volksgezondheid. Deze « autostradedierenartsen » blijken niet alleen hormonale producten voor vetmesting te verkopen maar ook andere niet geregistreerde geneesmiddelen.

De minister van Justitie bevestigde het bestaan van het fenomeen van de autostradedierenartsen op 18 maart 2010 (1) :

(1) <http://www.senate.be/www/?Mlval=/Vragen/SchriftelijkeVraag&LEG=4&NR=5682&LANG=nl>.

«Un «vétérinaire d'autoroute» est un vétérinaire qui vend des médicaments légaux et illégaux à grande échelle à des propriétaires d'animaux sans établir sur place, dans l'exploitation agricole, les diagnostics requis. Les éleveurs commandent par téléphone des médicaments, légaux ou non, qui sont ensuite livrés sans diagnostic préalable par le vétérinaire d'autoroute ou un pharmacien véreux. Les deux parties en retirent un avantage financier. L'éleveur économise bon nombre de visites du vétérinaire. Les vétérinaires concernés négocient directement avec les sociétés pharmaceutiques qui commercialisent des médicaments vétérinaires, afin de bénéficier de fortes réductions à l'achat de grandes quantités. De par la mise à disposition à bas prix de médicaments vétérinaires sans diagnostic préalable et sans contrôle du dépôt de médicaments présent, le risque est grand de voir ces éleveurs administrer sans retenue des médicaments vétérinaires (antibiotiques, vermifuges) ou des substances illégales à leurs animaux.

L'an dernier, sept dossiers en rapport avec des vétérinaires d'autoroute ont été traités. Un dossier ne peut être transmis à l'Ordre des vétérinaires que s'il y a condamnation. Aucun des dossiers mentionnés à la question 1 n'est déjà passé en force de chose jugée.»

Le constat est ahurissant : il s'avère qu'en dépit de l'intervention des pouvoirs publics, tous les vétérinaires d'autoroute continuent leurs trafics, étant donné que la condamnation n'est pas définitive, et que la procédure dure de nombreuses années. Il semblerait que tous les moyens de droit sont systématiquement épuisés pour gagner du temps. Actuellement, les sept vétérinaires d'autoroute continuent d'exercer sans être inquiétés. L'Ordre des vétérinaires ne peut pas intervenir.

Un dossier ouvert en 2008 montre qu'un vétérinaire d'autoroute peut faire énormément de tort. Quatorze éleveurs ont dû comparaître devant le tribunal correctionnel de Marche-en-Famenne pour répondre de détention de médicaments illicites et exercice illégal de la médecine vétérinaire (1). Les produits étaient livrés par un vétérinaire d'autoroute.

La plus grande frustration de Piet Vanthemsche, directeur de l'Agence pour la sécurité de la chaîne alimentaire, était, à ce que l'on dit, de ne pas pouvoir résoudre le problème des vétérinaires d'autoroute (2).

Il convient donc de renforcer systématiquement les capacités d'enquête. Il va de soi qu'il faut s'occuper en priorité du problème des vétérinaires d'autoroute en recourant à une méthode multidisciplinaire. Il faut frapper la mafia des hormones là où cela fait mal,

«Een «autostradedierenarts» is een dierenarts die op grootschalige manier legale en illegale geneesmiddelen verkoopt aan eigenaren van dieren zonder ter plaatse op het landbouwbedrijf de nodige diagnose te stellen. Veetelers bestellen telefonisch al dan niet legale geneesmiddelen, die dan zonder voorafgaande diagnose door de autostradedierenarts of weinig gewetensvolle apotheker worden geleverd. Voor beide partijen is dit financieel voordelig. De veeteler spaart heel wat bezoeken van de veearts uit. De betrokken dierenartsen onderhandelen rechtstreeks met de farmaceutische bedrijven, die diergeneesmiddelen op de markt brengen, om fikse kortingen te bedingen bij afname van grote hoeveelheden. Door het goedkoop ter beschikking stellen van diergeneesmiddelen zonder voorafgaande diagnose en zonder controle van het aanwezig diergeneesmiddelendepot is het gevaar groot dat er door deze veetelers ongebreideld diergeneesmiddelen (antibiotica, ontwormingsmiddelen) of illegale stoffen aan hun dieren wordt toegediend.

Er werden afgelopen jaar zeven dossiers behandeld waarin sprake was van autostradedierenartsen. Er kan alleen een dossier gegeven worden aan de Orde der Dierenartsen als er een veroordeling is. Geen van de in vraag 1 vermelde dossiers is al in kracht van gewijsde getreden.»

Met andere woorden en dit is onthutsend; ondanks het optreden van de overheid blijken alle autostradedierenartsen nog steeds actief te zijn daar de veroordeling eerst definitief moet zijn en de rechtsgang vele jaren in beslag neemt. Naar verluidt worden alle rechtsmiddelen systematisch uitgeput om tijd te winnen. Momenteel oefenen de zeven autostradedierenartsen nog steeds ongestoord hun beroep uit. De orde der Dierenartsen kan niet optreden.

Dat één autostradedierenarts veel schade kan veroorzaken blijkt uit een dossier van 2008. Voor de correctionele rechtbank van Marche-en-Famenne stonden veertien veehouders terecht wegens onwettig bezit van dierenmedicijnen en de illegale uitvoering van diergeneeskunde (1). De producten werden geleverd door een autostradedierenarts.

Naar verluidt was de grootste frustratie van Piet Vanthemsche dat hij als baas van het Voedselagentschap het probleem van de autostradedierenartsen niet kon oplossen (2).

De onderzoekscapaciteiten moeten dan ook systematisch versterkt worden. Het spreekt voor zich dat men de autostradedierenartsen prioritair moet aanpakken en dit via een multidisciplinaire benadering. Men moet de hormonenmafia pakken waar het pijn doet en

(1) <http://www.agripress.nl/start/artikel/338096/nl>.

(2) http://www.vilt.be/Gilbert_Houins_-_Voedselagentschap/Imago_van_Voedselagentschap_laait_ik_niet_besmeuren.

(1) <http://www.agripress.nl/start/artikel/338096/nl>.

(2) http://www.vilt.be/Gilbert_Houins_-_Voedselagentschap/Imago_van_Voedselagentschap_laait_ik_niet_besmeuren.

autrement dit toucher au portefeuille. La Cellule hormones doit disposer de capacités propres pour dresser la carte des flux financiers concernés. La réalisation d'enquêtes systématiques en matière de blanchiment ouvre des perspectives.

2. Dopants à usage humain et médicaments illicites

Les auteurs épinglent l'existence de points communs entre le circuit des engraisseurs et les fournisseurs de dopants à usage humain. Ces quelques extraits d'un cycle d'auditions organisé au Sénat le 9 mars 2005 sont suffisamment éloquents :

«Les fabricants et les fournisseurs de produits de dopage interdits sont souvent aussi les fabricants et les fournisseurs qui « desservent » le circuit des hormones alimentant les engraisseurs. Il est très difficile de lutter contre ce type de trafic (industrie, fournisseurs).»;

«On vient de faire allusion à la fusion des Cellules drogue et hormones. Il s'agit pour moi à tous égards d'une avancée. Juste avant les vacances de Noël, j'ai clairement entendu M. Piet Vanthemsche, directeur de l'Agence fédérale pour la sécurité alimentaire, déclarer qu'il constate un glissement de l'intérêt porté par la mafia des hormones à l'alimentation et à l'élevage vers la sphère sportive.»

2.1. Les transactions en matière de produits dopants sont facilitées par l'Internet et le risque de se faire prendre est actuellement nul

La Cellule hormones indique qu'elle est en train d'échouer également dans la lutte contre les produits dopants à usage humain et contre le trafic de ces produits sur Internet.

Elle souligne notamment ce qui suit dans son rapport annuel 2008 : «L'ampleur que prend l'importation de produits illégaux est inconnue. Les contrôles douaniers ne portent que sur la circulation extracommunautaire des biens, de sorte qu'il est difficile de se faire une idée de la situation au niveau intracommunautaire. La douane effectue des contrôles sur des échantillons en provenance des pays tiers mais, pour les auteurs, le risque de se faire prendre est toutefois limité.»

Il est inconcevable que les pouvoirs publics ne fassent rien alors que des vies humaines sont en jeu. Selon diverses études, environ 8% des jeunes de quatorze à dix-huit ans consommeraient des produits qui renforcent la masse musculaire. Les rares éléments dont on a pu avoir connaissance montrent que les marges bénéficiaires sont énormes.

La Cellule hormones évoque à cet égard la popularité croissante du Jintropin.

dat is in hun geval de portefeuille. De Hormonencel moet beschikken over eigen capaciteit wat betreft het in kaart brengen van de geldstromen die er omgaat. Systematisch witwasonderzoek biedt perspectieven.

2. Doping voor menselijk gebruik en illegale medicijnen

Indieners wijzen op de raakvlakken tussen het circuit van de vetmesters en de leveranciers van doping voor humaan gebruik. Enkele passages uit een hoorzittingencyclus van 9 maart 2005 in de Senaat spreken voor zich :

«Fabricanten en leveranciers van verboden doping-producten zijn vaak dezelfde als die uit het hormonencircuit van illegale vetmesters. De illegale zwendel (industrie, leveranciers) kan moeilijk worden aangepakt.»;

«Daarnet is allusie gemaakt op het samenvoegen van de Drugs- en de Hormonencel. Dat lijkt me alleszins een stap vooruit. Net voor de kerstvakantie heb ik de heer Piet Van Temsche, de directeur van het Federaal Voedselagentschap, duidelijk horen zeggen dat er een verschuiving is van de hormonenmaffia van de voeding en de veeteelt naar de sport.»

2.1. Internet verlaagt drempel voor dopingtransacties en pakkans is momenteel nihil

Ook wat betreft de aanpak doping voor menselijk gebruik en de handel via het internet van deze producten geeft de Hormonencel aan dat ze het pleit aan het verliezen zijn.

Zo rapporteert de cel in het verslag van 2008 : «De omvang van de invoer van illegale producten is ongekend. Douane controleert alleen extracommunautair verkeer waardoor er geen zicht is op de invoer vanuit andere EU-landen. Douane doet steekproefsgewijze controle op de invoer vanuit derde landen maar de pakkans is echter klein.»

Het kan niet zijn dat de overheid niet thuis geeft wanneer mensenlevens op het spel zijn. Volgens verschillende studies zouden zo'n acht procent van de veertien- tot achttienjarigen spierversterkende middelen gebruiken. Uit de weinige zaken die toch boven water kwamen blijkt dat de winstmarges enorm zijn.

Zo wijst de Hormonencel op de groeiende populariteit van Jintropin.

Une simple recherche sur Internet montre qu'il est très simple d'acheter ces produits sur des sites de vente aux enchères (1). Cette évolution est particulièrement inquiétante. De nombreux jeunes seront tentés de commander ces produits, souvent sans savoir que ceux-ci sont très nocifs pour la santé et, qui plus est, tout à fait illégaux. Des anabolisants sont mis en vente tout à fait librement sur des sites belges de vente aux enchères.

En 2009, des journalistes ont pu commander sans aucun problème des produits dopants sur Internet, dans le cadre d'articles relatifs à leurs propres recherches sur le dopage via le Web. Ils ont ainsi acheté du clenbutérol, de la nandrolone et de la testostérone, qui leur ont été expédiés par la poste. Seule l'EPO a été interceptée. Ces produits viennent de Chine, de Grèce ou de Bulgarie.

On pouvait lire sur les enveloppes et sur l'emballage qu'il s'agissait de produits de beauté ou d'huiles aromatiques, mais l'analyse effectuée dans le laboratoire antidopage du Dr Frans Delbeke (UGent) a établi qu'il était bel et bien question de produits dopants. « Certains produits contenaient jusqu'à huit fois la dose normale, ce qui signifie qu'ils peuvent être mortels s'ils sont consommés sans surveillance médicale. »

Il est dès lors pour le moins étonnant que la Cellule hormones elle-même ne soit pas compétente pour s'attaquer au trafic sur Internet. Elle indique elle-même que la seule manière de lutter contre les réseaux et contre l'organisation qui se cache derrière ce trafic consiste à mener des enquêtes plus approfondies, grâce à la surveillance sur Internet. Or, cela ne relève pas de sa compétence.

Une enquête menée par les auteurs de la présente proposition sur la base des rapports de la Cellule hormones a montré qu'en tout et pour tout, un seul envoi en provenance de Chine a été intercepté en 2008. Il s'agissait de 300 000 doses de testostérone et d'hormone de croissance. La vente de ces produits est très lucrative; le contenu est d'origine douteuse et correspond rarement à ce qui figure sur les emballages.

Auparavant, la vente de produits dopants s'effectuait par le biais d'obscurs sites Internet ou clubs de culturisme établis à l'étranger. Mais aujourd'hui, des sites belges ordinaires vous permettent d'accéder à un supermarché virtuel d'hormones de croissance et d'anabolisants. Grâce à toutes sortes de forums de discussion, les « consommateurs » peuvent débattre de ce sujet en toute tranquillité, comme s'ils parlaient de la pluie et du beau temps (2). Un petit test effectué par

(1) <http://www.marktplaza.nl/HGH-Groeihormonen-JINTRO-PIN-wwwanabolen-infocom-8882699.php> http://www.kapaza.be/Sport/Fitnessapparatuur/24235321/Anabolen_hgh_te_koop_hgh_kopen_com.html.

(2) *Gazet Van Antwerpen*: « Wat is de volgende stap, online cocaïne kopen? », 13 février 2010, KV.

Eigen onderzoek via internet wijst uit dat het zeer eenvoudig is om deze producten te kopen via veilingssites (1). Dit is een bijzonder verontrustende ontwikkeling. Vele jongeren zullen in de verleiding komen om deze producten te bestellen, zonder dikwijls te weten dat deze producten zeer nefast zijn voor de gezondheid en bovendien totaal illegaal. Anabolen worden open en bloot te koop aangeboden op Belgische veilingssites.

Journalisten bestelden naar aanleiding van artikelen omtrent het eigen onderzoek naar doping via het internet in 2009 zonder enig probleem dopingproducten via het internet. Het ging om clenbuterol, nandrolon en testosteron, producten die met de post werden toegestuurd. Alleen de epo werd onderschept. De producten komen uit China, Griekenland of Bulgarije.

Op de enveloppen en de verpakking stond dat het ging om schoonheidsproducten of aromatische oliën, maar na analyse in het dopinglab van dr. Frans Delbeke (UGent) bleek dat het ging om echte doping. « In sommige producten zaten tot acht keer de normale dosering, wat levensgevaarlijk is als je ze zonder medisch toezicht gebruikt. »

Het is dan ook onthutsend dat de Hormonencel zelf niet bevoegd blijkt om de internethandel aan te pakken. Zij geven zelf aan dat de enige manier om de netwerken en de organisatie achter deze handel aan te pakken ligt in een diepgaander onderzoek via internetbewaking, doch dit valt buiten hun bevoegdheid.

Eigen onderzoek op basis van de rapporten van de Hormonencel toonde aan dat in 2008 welgeteld één zending uit China onderschept. Het ging om 300 000 dosissen testosteron en groeihormoon. De verkoop van de producten is zeer winstgevend, de inhoud is van dubieuze oorsprong en stemt vaak niet overeen met de verpakking.

Vroeger gebeurde de verkoop van doping via duistere, buitenlandse websites of bodybuildersclubs. Maar vandaag de dag zijn er ook gewoon Belgische sites die je binnenleiden in een virtuele supermarkt van groeihormonen en anabolen. Via allerlei chatboxen kunnen de « gebruikers » hier rustig over discussiëren alsof ze over het weer bezig zijn (2). Een kleine test door een krant in 2009 op enkele Belgische zoekertjessites, waaronder *Kapaza*, bewijst dat dit

(1) <http://www.marktplaza.nl/HGH-Groeihormonen-JINTRO-PIN-wwwanabolen-infocom-8882699.php> http://www.kapaza.be/Sport/Fitnessapparatuur/24235321/Anabolen_hgh_te_koop_hgh_kopen_com.html.

(2) *Gazet Van Antwerpen*: « Wat is de volgende stap, online cocaïne kopen? », 13 februari 2010, KV.

un journal en 2009 sur plusieurs sites belges de petites annonces, parmi lesquels *Kapaza*, prouve que le système fonctionne. En quelques clics seulement, le journal a accédé à une page permettant de commander sans le moindre problème le très populaire Jintropin, de la testostérone et toutes sortes d'autres hormones de croissance et d'anabolisants. Le prix des substances prohibées peut atteindre les 150 euros. En outre, les personnes qui souhaitent passer commande n'ont aucun souci à se faire, car elles peuvent lire ce qui suit sous la rubrique «expédition»: «Tous les envois sont effectués sous emballage neutre et sans mention d'un expéditeur identifiable. Lors de la transmission de vos données, nous utilisons un serveur spécial par souci de sécurité. Toutes vos données nous sont ainsi envoyées de manière codée (et donc secrète).»

La Cellule hormones n'est pas compétente en ce qui concerne la surveillance sur Internet et la lutte contre les réseaux à la base du trafic de produits prohibés sur Internet.

Le ministre des Finances alors en fonction a confirmé ce constat dans une réponse à une question écrite :

«La Cellule multidisciplinaire hormones a abordé ce point au cours de ses réunions. Pour sa part, l'administration des Douanes et Accises ne dispose pas d'une unité de surveillance Internet. Internet constitue un mode de commande dont la source se trouve le plus souvent à l'étranger, tandis que la douane exerce ses contrôles sur des marchandises présentes matériellement dans le pays. La mise en place éventuelle de ce type de recherches suppose de bien définir l'objectif visé, les moyens techniques disponibles et les compétences légales d'action.»

Le même constat s'est imposé lors des auditions au Sénat le 9 mars 2005 :

«On peut se procurer très aisément les produits sur Internet, où l'on voit régulièrement s'afficher des *spams* vantant les vertus de certaines substances. La publicité trompeuse est prohibée, mais les médicaments et les compléments alimentaires non soumis à prescription donnent pourtant lieu à des abus.»

«Les produits peuvent tous être commandés très facilement par Internet (surtout sur les marchés asiatique et américain), avec leur mode d'emploi et, parfois même, avec des images illustrant par exemple une éventuelle administration intraveineuse. L'importation de ces produits est punissable (pour autant qu'ils relèvent de la législation sur les médicaments et que, eu égard à l'arrêt *Doc-Morris* de la Cour de Justice de l'Union européenne, ils constituent des médicaments soumis à prescription), mais il arrive souvent que le «consommateur» ne soit pas au courant. Le contrôle des colis postaux est marginal; le risque d'être pris est donc très aléatoire. La vente de ces produits est parfois

klopt. Na slechts een paar muisklikken kwam de krant terecht op een pagina waar we probleemloos het erg populaire Jintropin, testosteron en alle andere soorten groeihormonen en anabolen kunnen bestellen. De prijs van de verboden middelen loopt op tot 150 euro. Zij die willen bestellen, kunnen bovendien op beide oren slapen. Onder de rubriek «verzenden» staat: «Alle verzendingen zijn neutraal verpakt en hebben geen herkenbare afzender. Tijdens het doorsturen van je gegevens maken wij voor de veiligheid gebruik van een speciale server. Zo worden al je gegevens gecodeerd (en dus geheim, red.) naar ons verzonden.»

Wat betreft de internetbewaking en de aanpak van de netwerken achter de internethandel van verboden producten blijkt de Hormonencel niet bevoegd te zijn.

De toenmalige minister van Financiën bevestigde dit via een antwoord op schriftelijke vraag vaststelling:

«De Multidisciplinaire Hormonencel heeft dit punt aangesneden tijdens haar vergaderingen. De administratie der Douane en Accijnzen beschikt niet over een dienst die toezicht houdt op het internet. Internet is een manier waarop bestellingen kunnen worden gedaan en waarvan de bron zich vaak in het buitenland bevindt, terwijl de douane zijn controles uitvoert op goederen die fysiek worden aangeboden in het land. Het eventueel uitvoeren van dit type van onderzoeken veronderstelt een goede omschrijving van de beoogde doelstelling, beschikbare, technische middelen en wettelijk bevoegdheden om op te treden.»

Ook de hoorzittingen in de Senaat van 9 maart 2005 botsten op dit fenomeen :

«De producten zijn zeer eenvoudig te verkrijgen via internet. Op het internet duiken ook vaak spammails op die bepaalde producten aanprijzen. Misleidende reclame is verboden, nochtans bestaan er inzake niet-voorschriftplichtige geneesmiddelen en voedingssupplementen misbruiken.»

«Alle producten zijn via het internet zeer eenvoudig te bestellen (vooral op de Aziatische en Amerikaanse markt), inclusief een handleiding en soms zelfs afbeeldingen bijvoorbeeld voor eventuele intraveineuze toediening. Import van deze producten is strafbaar (voor zover ze onder de geneesmiddelenwetgeving vallen, en ingevolge het *Doc-Morris* arrest binnen de EU voor zover het om voorschriftplichtige geneesmiddelen gaat) maar de «consument» weet dit vaak niet. De controle op postpakketten is marginaal; de pakkans berust bijgevolg op «toevalstreffers». De verkoop van deze producten is soms zeer lucratief. De precieze inhoud is meestal van zeer dubieuze oor-

une activité très lucrative. Leur contenu réel est généralement d'origine douteuse et il arrive souvent qu'ils ne correspondent pas à ce qui figure sur les emballages.»

Les récentes recommandations de l'*International Narcotics Control Board* (qui ressortit aux Nations unies), dont la Belgique est pourtant un membre actif (1) sont lettre morte dans notre pays :

« The Board recommends that Governments include in their national legislation provisions that empower the appropriate authorities to investigate and take legal action against Internet pharmacies and other websites, hosted by Internet service providers operating from their country, that are used in the illegal sale of internationally controlled substances

It is recommended that Internet service providers be required to cooperate fully in such investigations and law enforcement actions.

Guideline 2: Since almost all the internationally controlled substances sold illegally through the Internet are shipped by mail, Governments are advised to adopt national legislation for the designated routing and inspection of all mail entering and exiting the country, including of items handled by international courier companies.

Guideline 3: The Board recommends that Governments ensure that the national legislation of other States prohibiting the shipment by mail of internationally controlled substances is fully respected and that such shipments to those countries are intercepted.

Guideline 15: The Board recommends that Governments encourage interministerial cooperation on issues regarding the control of Internet pharmacies and similar websites with a view to developing policies and conducting operational activities within a well-coordinated and focused framework.

Guideline 16: The Board recommends that Governments make efforts to gather information on drug trafficking through the Internet, including on the illegal sale of internationally controlled substances, and consider establishing appropriate control entities, such as « cyberpatrol units ».

Guideline 18: The Board recommends that Governments alert private postal and courier service providers about the illegal sale of internationally controlled substances through the Internet and give such service providers the information and training they need to identify suspicious shipments.»

Interrogé à ce sujet en 2006, le ministre de la Santé publique a d'ailleurs reconnu que la législation en la matière était pour le moins confuse: « De nombreux groupes de travail se sont attelés à la tâche ardue de

sprong en stemt vaak niet overeen met de verpakking.»

De recente aanbevelingen van de *International Narcotics Control Board* (die onder de Verenigde Naties vallen) waarvan België nochtans actief lid is (1) zijn dode letter in ons land :

« The Board recommends that Governments include in their national legislation provisions that empower the appropriate authorities to investigate and take legal action against Internet pharmacies and other websites, hosted by Internet service providers operating from their country, that are used in the illegal sale of internationally controlled substances

It is recommended that Internet service providers be required to cooperate fully in such investigations and law enforcement actions.

Guideline 2: Since almost all the internationally controlled substances sold illegally through the Internet are shipped by mail, Governments are advised to adopt national legislation for the designated routing and inspection of all mail entering and exiting the country, including of items handled by international courier companies.

Guideline 3: The Board recommends that Governments ensure that the national legislation of other States prohibiting the shipment by mail of internationally controlled substances is fully respected and that such shipments to those countries are intercepted.

Guideline 15: The Board recommends that Governments encourage interministerial cooperation on issues regarding the control of Internet pharmacies and similar websites with a view to developing policies and conducting operational activities within a well-coordinated and focused framework.

Guideline 16: The Board recommends that Governments make efforts to gather information on drug trafficking through the Internet, including on the illegal sale of internationally controlled substances, and consider establishing appropriate control entities, such as « cyberpatrol units ».

Guideline 18: The Board recommends that Governments alert private postal and courier service providers about the illegal sale of internationally controlled substances through the Internet and give such service providers the information and training they need to identify suspicious shipments.»

Overigens gaf de minister van Volksgezondheid, hierover bevraagd in 2006 toe dat de wetgeving een kluwen is: « Een groot aantal werkgroepen heeft de zware taak op zich genomen om een mogelijkheid te

(1) <http://www.incb.org/incb/membership.html>.

(1) <http://www.incb.org/incb/membership.html>.

rechercher la possibilité de créer une base légale pour permettre le contrôle, la supervision et l'interdiction des ventes et achats par Internet (1).»

En 2009, l'auteur principal de la présente proposition a demandé un état des lieux

Question : «Le ministre peut-il dresser un état des lieux concernant les groupes de travail qui, en 2006, ont essayé d'établir une base pour permettre le contrôle, la supervision et l'interdiction de l'achat et de la vente par le biais de l'Internet? Quand les travaux seront-ils terminés? Peut-il donner des explications complètes, étant donné que trois ans plus tard, le problème n'est manifestement pas encore résolu? »

La réponse du ministre Reynders est aussi claire qu'inquiétante :

«L'administration des Douanes et Accises n'a pas connaissance de ces groupes de travail ni de leurs travaux.»

Après la publication de nombreux articles dans la presse, les sites belges de petites annonces ont à nouveau fait l'objet d'un contrôle visant à détecter la présence d'annonces relatives au Jintropin. Ce contrôle a révélé que les gestionnaires de sites web mettaient manifestement tout en œuvre pour exclure ces produits de leurs sites, ce qui est déjà une bonne chose.

Malheureusement, il est très facile de commander ce produit dangereux ou d'autres hormones de croissance sur des sites Internet étrangers (chinois), où la situation n'a donc hélas pas changé. Aujourd'hui encore, il est on ne peut plus simple d'acheter des produits de ce type également sur les sites de bodybuilding. En introduisant certains mots clés dans des moteurs de recherche sur Internet, on obtient des centaines d'adresses où il est possible de se procurer les hormones en question.

Il faut dès lors instaurer sur-le-champ une surveillance d'Internet en vue de débusquer les réseaux et les organisations qui se cachent derrière le trafic sur Internet.

3. Conclusion

Dans le plan national de sécurité 2008-2011, le trafic d'hormones et de produits dopants ne constitue plus une priorité policière.

Voilà qui officialise ce que le Sénat avait déjà constaté auparavant au cours d'auditions (constatation n° 16, Sénat — recommandation du 9 mars 2005) :

(1) http://www.Senaat.be/www/?MIval=/index_senate&ME-NUID=11220&LANG=fr&NAME=1493.

scheppen een wettelijke basis te creëren om de controle, de supervisie en het verbod van kopen en verkopen via internet mogelijk te maken (1).»

In 2009 informeerde ik naar de stand van zaken :

Vraag : «Kan u een stand van zaken geven wat betreft de werkgroepen die in 2006 poogden een wettelijke basis te creëren om de controle, de supervisie en het verbod van kopen en verkopen via internet mogelijk te maken? Wanneer zullen de werkzaamheden afgerond zijn? Kan dit uitvoerig worden toegelicht gezien we drie jaar verder zijn en het probleem klaarblijkelijk nog niet van de baan is?»

Het antwoord van minister Reynders is duidelijk en tegelijkertijd uiterst verontrustend :

«De administratie der Douane en Accijnzen heeft geen weet van die werkgroepen noch van hun werkzaamheden.»

Na de vele artikelen in de pers werden de Belgische zoekertjessites nogmaals gescreend op Jintropin. Klaarblijkelijk doen de webbeheerders heden hun best om deze producten te weren wat alvast positief is.

Jammer genoeg blijkt het geen probleem deze rotzooi of andere groeihormonen te bestellen op buitenlandse (Chinese) websites. Hier is de situatie dus jammer genoeg niet veranderd. Ook op bodybuilderssites blijkt het een fluitje van een cent om nu nog deze producten aan te schaffen. Bepaalde zoektermen in zoekmachines op het internet leveren honderden treffers op om deze hormonen aan te schaffen.

Er moet dan ook terstond werk worden gemaakt van een internetbewaking om de netwerken en organisaties aan te pakken die achter de internethandel schuilen.

3. Besluit

In het nationaal veiligheidsplan 2008-2011 wordt geen politionele prioriteit meer gegeven aan de zwendel in hormonen en dopingproducten.

Aldus wordt geformaliseerd wat de Senaat reeds eerder had vastgesteld in hoorzittingen (Vaststelling 16, Senaat — aanbeveling van 9 maart 2005) :

(1) http://www.Senaat.be/www/?MIval=/index_senate&ME-NUID=11220&LANG=nl&NAME=1493.

« 16. Les services de police ne sont pas suffisamment familiarisés avec les produits dopants. Leur attention se porte presque exclusivement sur le traçage des drogues. La lutte contre le dopage n'est certainement pas une priorité. Le dopage ne fait pas partie des priorités des parquets. »

Il est essentiel que la lutte contre le trafic d'hormones et de produits dopants redevienne une priorité policière. À cet égard, l'on vise également la vente de produits dopants à usage humain, compte tenu des risques qu'elle comporte pour la santé publique et des liens qu'elle entretient avec la mafia des hormones traditionnelle.

L'un des problèmes réside dans l'éparpillement des compétences entre les services qui sont censés lutter contre le trafic d'hormones. La législation en la matière est devenue un véritable écheveau qu'il convient de démêler d'urgence.

Pour illustrer cette situation, prenons l'exemple de la Douane qui n'est toujours pas compétente pour constater les infractions relatives aux anabolisants et aux hormones, de sorte que la découverte de produits de ce type donne chaque fois lieu à toute une paperasserie.

Dans l'arrêté royal du 12 avril 1974 relatif au règlement en matière d'hormones et d'anabolisants, les agents de l'administration des Douanes et Accises ne sont pas désignés en tant qu'agents spécialement compétents pour la recherche et la constatation d'infractions. Les auteurs de la présente proposition jugent cette situation tout à fait absurde, car les agents en question sont censés contrôler l'importation de ces substances aux frontières.

Concrètement, cela signifie que, si les agents de l'administration des Douanes et Accises sont confrontés à une tentative d'importation, ils doivent en informer les services compétents du Service public fédéral (SPF) Santé publique ou le procureur du Roi. Ces services, et non la Douane, constatent ensuite l'infraction en droit commun et peuvent soumettre les marchandises à des mesures conservatoires (1).

(1) <http://www.Senaat.be/www/?Mival=/publications/view-STBlok&COLL=B&DATUM=09/13/2005&DOSID=50340849&MINID=2754&LEG=3&NR=49&VTYPE=svid&LANG=fr>

« 16. De politiediensten zijn onvoldoende vertrouwd met dopingproducten. De aandacht is vrijwel exclusief gericht op het traceren van drugs. Dopingbestrijding is zeker geen prioriteit. Doping is voor de parketten geen prioriteit. »

Het is essentieel dat de zwendel in hormonen en dopingproducten terug politionele prioriteit krijgt. Hierbij wordt tevens de verkoop van doping voor menselijk gebruik geïmagineerd gezien de risico's voor volksgezondheid en de linken met de traditionele hormonenmafia.

Één van de problemen is de gespreide bevoegdheden van de diensten die verondersteld worden de hormonenhandel aan te pakken. De wetgeving is een kluwen geworden dat dringend moet worden opgekuist.

Ter illustratie het gegeven dat de Douane nog steeds niet bevoegd is om inbreuken wat betreft anabolen en hormonen vast te stellen waardoor een hele papierwinkel volgt bij het aantreffen van deze producten.

In het koninklijk besluit van 12 april 1974 inzake de aanpak van hormonen en anabolen worden de ambtenaren van Douane en Accijnzen niet genoemd als bijzondere ambtenaren bevoegd voor de opsporing en vaststelling van inbreuken. Dit is volgens ons totaal absurd. Deze laatste worden immers verondersteld aan de grenzen de import van deze rommel aan te pakken.

In concreto betekent dit dat, indien ambtenaren van de Douane en Accijnzen geconfronteerd worden met een poging tot invoer zij dit melden aan de bevoegde diensten van de Federale Overheidsdienst (FOD) Volksgezondheid of aan de procureur des Konings. Deze diensten, en niet de Douane, stellen vervolgens de inbreuk inzake gemeen recht vast en kunnen bewarende maatregelen opleggen jegens de goederen (1).

(1) <http://www.Senaat.be/www/?Mival=/publications/view-STBlok&COLL=B&DATUM=09/13/2005&DOSID=50340849&MINID=2754&LEG=3&NR=49&VTYPE=svid&LANG=nl>

Interrogé à ce sujet au Parlement, le ministre Reynders a confirmé que la Douane n'était pas compétente en la matière :

«L'article 5 de l'arrêté royal du 12 avril 1974 relatif à certaines opérations concernant les substances à action hormonale, anti-hormonale ou antibiotique désigne les personnes compétentes pour rechercher et constater les infractions à cet arrêté ainsi que pour se faire produire l'autorisation d'importation. Les agents des Douanes ne sont pas repris dans cet article.»

La Cellule hormones constate elle-même que la législation relative au blanchiment constitue la meilleure base pour s'attaquer au problème des engraisseurs illégaux. La plupart des engraisseurs étant connus, une approche proactive par l'intermédiaire du fisc peut donner des résultats considérables. Or, à l'heure actuelle, les enquêtes en matière de blanchiment ne sont menées qu'une fois les auteurs arrêtés.

Au vu de la conclusion sévère du rapport annuel de la Cellule hormones, on ne peut dire qu'aucun progrès n'a manifestement été accompli jusqu'à présent.

La Cellule hormones doit être transformée en une véritable *taskforce* dotée de sa propre capacité d'enquête en matière de blanchiment (par un détachement d'agents issus des Finances), et les agents des Douanes et Accises doivent être explicitement désignés en tant qu'agents spécialement compétents pour la recherche et la constatation d'infractions à la réglementation relative aux hormones. Conformément au rapport annuel 2006 de la Cellule hormones, un cadre légal est plus que jamais nécessaire.

*
* *

Minister Reynders, hierover bevestigde dat de Douane niet bevoegd zijn :

«Artikel 5 van het koninklijk besluit van 12 april 1974 betreffende bepaalde handelingen inzake substanties met hormonale, anti-hormonale of antibiotische werking, duidt de personen aan die bevoegd zijn voor het opsporen en vaststellen van inbreuken op dit besluit evenals voor het doen voorleggen van een invoervergunning. De douaneambtenaren zijn niet vervat in dit artikel.»

De Hormonencel stelt zelf vast dat de aanpak van de illegale vetmesters het best geschiedt via de witwaswetgeving. De meeste vetmesters zijn gekend, dus een proactieve aanpak via de fiscus kan veel resultaten opleveren. Momenteel worden witwasonderzoeken echter slechts na betrapping gevoerd.

Tot op heden werd er klaarblijkelijk geen vooruitgang geboekt gezien de harde conclusie van het jaarverslag van de Hormonencel.

De Hormonencel moet worden omgevormd tot een echte *taskforce* met eigen onderzoekscapaciteit inzake witwaswetgeving (via detachering vanuit Financiën) en de ambtenaren van Douane en Accijnzen moeten expliciet worden aangesteld als bijzondere ambtenaren bevoegd voor de opsporing en vaststelling van inbreuken op de hormonenregelgeving. Conform het jaarverslag van 2006 van de Hormonencel is er behoefte aan een wettelijk kader.

Bart TOMMELEIN.
Louis IDE.
Fabienne WINCKEL.
François BELLOT.
Wouter BEKE.
Bert ANCIAUX.
Francis DELPÉRÉE.
Freya PIRYNS.

*
* *

PROPOSITION DE RÉOLUTION

Le Sénat,

Considérant :

A. que l'une des principales conclusions que la Cellule hormones tire dans son rapport annuel 2009, est, que le nombre d'infractions constatées a certes diminué, mais que ce n'est pas le cas pour le nombre d'indices d'infraction;

B. qu'il existe une véritable surenchère technologique en ce qui concerne la détection des produits hormonaux dans l'élevage, où les trafiquants d'hormones ont des connaissances de niveau scientifique, de sorte que les contrôles en entreprise sont infructueux et que la Cellule hormones se plaint de ne pas disposer d'une capacité de laboratoire suffisante;

C. que le Sénat recommandait déjà dans son rapport « La problématique du dopage dans le sport », publié en mars 2005, que les laboratoires de contrôle disposent du matériel de pointe nécessaire et que l'on intensifie les échanges de savoir-faire entre les laboratoires qui effectuent des contrôles antidopage et ceux qui recherchent la présence d'hormones dans l'élevage;

D. que les antibiotiques continuent à être utilisés comme promoteurs de croissance, avec tous les dangers que cela implique pour la santé publique;

E. que, dans le secteur de l'élevage, des engraisseurs illégaux adoptent de plus en plus la contre-stratégie qui consiste à se cacher derrière ce que l'on appelle des « éleveurs en sous-traitance » et à délocaliser leurs animaux à l'étranger, si bien que, conformément aux recommandations de la Cellule hormones, les auteurs doivent être poursuivis à la fois sur la base de la législation relative aux hormones et sur la base d'enquêtes en matière de blanchiment;

F. qu'une étude universitaire concernant les stratégies anticorruption recommande que la Cellule hormones procède à une analyse criminelle globale, dans le cadre de laquelle il faudrait veiller à mettre en place également un flux d'informations horizontal, parallèlement au flux d'informations vertical;

G. que la nécessité de créer un cadre légal pour la Cellule hormones est reconnue à la fois par le ministre de la Justice sortant et dans le rapport annuel 2006 de la Cellule hormones;

H. qu'il ressort des travaux parlementaires qu'une enquête de patrimoine financier n'est pas effectuée systématiquement dans le cadre des dossiers de trafic d'hormones et qu'aucun enquêteur financier n'est attaché à la Cellule hormones;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

Overwegende :

A. dat één van de belangrijkste conclusies van de Hormonencel uit het jaarverslag van 2009 luidt dat het aantal vastgestelde inbreuken weliswaar is gedaald doch de aanwijzingen echter niet;

B. dat er sprake is van een wapenwedloop wat betreft de detectie van hormonale producten in de veeteelt waarbij de kennis van de hormonenhandelaars zich situeert op het wetenschappelijk niveau waardoor controles op het bedrijf geen resultaten oplevert en de Hormonencel zelf aangeeft dat ze over te weinig labo capaciteit beschikt;

C. dat de Senaat reeds in maart 2005 in zijn Verslag « De problematiek van de doping in de sport » aanbeval dat de controlelaboratoria zouden moeten beschikken over de nodige hightechapparatuur en dat er meer knowhow zou moeten worden uitgewisseld tussen de labs die controleren op dopingproducten en die welke hormonen in de veeteelt opsporen;

D. dat antibiotica nog steeds als groeipromotor worden gebruikt met alle gevaar voor de volgsgezondheid;

E. dat in de veeteelt illegale vetmesters als contrastrategie zich steeds meer schuilen achter zogenaamde « loonkwekers » alsook hun dieren delokaliseren in het buitenland waardoor de vervolging van de daders conform de aanbevelingen van de Hormonencel op basis van zowel de hormonenwetgeving als op basis van het witwasonderzoek moet geschieden;

F. dat universitair onderzoek in het kader van anticorruptiestrategieën wat betreft de Hormonencel aanbeveelt om een globale misdrijfanalyse uit te werken waarbij naast de verticale informatiestroom ook werk moet worden gemaakt van een horizontale informatiestroom;

G. dat de uittredende minister van Justitie en het jaarverslag van 2006 van de Hormonencel de noodzaak onderkennen van het uitwerken van een wettelijk kader voor de Hormonencel;

H. dat uit parlementaire werkzaamheden blijkt dat er niet systematisch een financieel vermogensonderzoek wordt gedaan bij hormonendossiers en er geen financiële speurders verbonden zijn aan de Hormonencel;

I. que le phénomène des « vétérinaires d'autoroute » a des répercussions énormes sur la santé publique et que, jusqu'à présent, les vétérinaires d'autoroute inculpés peuvent toujours exercer leur profession sans être inquiétés;

J. que le rapport du Sénat sur la problématique du dopage dans le sport souligne à plusieurs reprises que les fabricants et les fournisseurs de produits dopants interdits sont souvent aussi les fabricants et les fournisseurs qui desservent le circuit des hormones alimentant les engraisseurs illégaux, et que l'ancien directeur de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire a noté un déplacement de l'intérêt de la mafia des hormones du secteur alimentaire et de l'élevage vers la sphère sportive;

K. que la Cellule hormones constate régulièrement que la lutte contre les produits dopants à usage humain et contre le trafic de ces produits sur Internet est en train de lui échapper, et étant donné qu'elle n'est pas compétente pour s'attaquer au trafic sur Internet et que l'administration des Douanes et Accises ne dispose pas d'un service assurant une surveillance d'Internet;

L. que plusieurs études indiquent que le dopage humain ne cesse d'augmenter — au point qu'environ 8 % des quatorze à dix-huit ans consomment aujourd'hui des produits qui renforcent la masse musculaire — et que l'enquête qu'il a lui-même menée a démontré qu'il était très facile de commander ces produits sur Internet et que les colis postaux n'étaient soumis qu'à quelques contrôles aléatoires;

M. que l'analyse scientifique des produits hormonaux achetés sur Internet révèle qu'ils contiennent parfois des doses pouvant être fatales et que l'utilisation de ces produits risque de provoquer des dommages irréversibles et potentiellement mortels à des organes vitaux;

N. que l'Organe international de contrôle des stupéfiants, qui ressortit aux Nations unies et dont notre pays est membre, a récemment publié des directives concrètes pour lutter contre le trafic de substances illicites sur Internet;

O. que le trafic d'hormones et de produits dopants n'est néanmoins plus une priorité policière dans le plan national de sécurité 2008-2011 et que le dopage n'est plus davantage une priorité pour les parquets;

P. que l'éparpillement des compétences des services censés lutter contre le trafic d'hormones et le dopage ne facilite pas le respect de la réglementation concernée,

Demande au gouvernement :

1. compte tenu de l'évolution récente, de faire à nouveau de la lutte contre le trafic d'hormones, d'antibiotiques et de produits dopants une priorité policière, notamment dans le nouveau plan national de sécurité. Est ici également visée la vente de produits dopants à usage humain, compte tenu des risques

I. dat het fenomeen van de « autostradedierenartsen » verregaande gevolgen heeft wat betreft de volksgezondheid en dat tot op heden de in verdenking gestelde autostradedierenartsen nog steeds ongestoord hun beroep uitoefenen;

J. dat het Senaatsverslag over de problematiek van de doping in de sport herhaaldelijk vaststelt dat fabrikanten en leveranciers van verboden dopingproducten vaak dezelfde zijn als die uit het hormonen-circuit van illegale vetmesters en dat de toenmalige voorzitter van het Voedselagentschap aangaf dat er een verschuiving gaande was van de hormonenmafia van de voeding en de veeteelt naar de sport;

K. dat de Hormonencel herhaaldelijk vaststelt dat wat betreft de aanpak van doping voor menselijk gebruik en de handel via het internet van deze producten zij het pleit aan het verliezen zijn en gezien de hormonencel niet blijkt bevoegd te zijn om de internethandel aan te pakken en gezien ook de Douane en Accijnzen niet beschikken over een dienst die toezicht houdt op het internet;

L. dat volgens verschillende studies doping voor menselijk gebruik steeds toeneemt waarbij zo'n acht procent van de veertien- tot achttienjarigen spierversterkende middelen gebruikt en dat de eigen onderzoek blijkt dat het zeer eenvoudig is om deze producten via het internet te bestellen en de controle op postpakketten is beperkt tot enkele steekproeven;

M. dat uit wetenschappelijke analyse van de op het internet aangeschafte hormonale producten blijkt dat deze producten soms levensgevaarlijke doseringen bevatten en gezien het gebruik van deze producten kan leiden tot permanente en levensbedreigende schade aan vitale organen;

N. dat de *International Narcotics Control Board*, waarvan ons land lid is en valt onder de Verenigde Naties valt, recentelijk concrete richtlijnen heeft uitgevaardigd om de handel via het internet van illegale substanties aan te pakken;

O. dat dat de zwendel in hormonen en dopingproducten desondanks geen politionele prioriteit meer heeft in het nationaal veiligheidsplan 2008-2011 en gezien doping ook geen prioriteit meer is voor de parketten;

P. dat de gespreide bevoegdheden van de diensten die verondersteld worden de strijd tegen hormonenhandel en de doping te voeren de handhaving bemoeilijken,

Vraagt de regering :

1. de zwendel in hormonen, antibiotica en dopingproducten terug politionele prioritair te behandelen gezien de recente ontwikkelingen en in het nieuwe nationaal veiligheidsplan politionele prioriteit te geven aan de aanpak van de zwendel in hormonen en dopingproducten. Hierbij wordt tevens de verkoop van

qu'elle présente pour la santé publique et des liens qu'elle entretient avec la mafia traditionnelle des hormones. Les services de police et les parquets doivent disposer des modules de formation nécessaires pour être à nouveau suffisamment familiarisés avec ces matières;

2. de conclure des protocoles avec les fournisseurs d'accès à Internet pour bannir les pharmacies en ligne opérant depuis l'étranger. En ce qui concerne les sites de vente aux enchères, des accords doivent être conclus pour empêcher les publicités relatives à la vente de produits dopants à usage humain;

3. de transposer dans la législation nationale les directives de l'Organe international de contrôle des stupéfiants en ce qui concerne la prévention du trafic illicite sur Internet de substances contrôlées internationalement, en ce compris la mise en place d'une surveillance d'Internet, afin de contrôler et de combattre le trafic de substances illicites telles que les produits dopants à usage humain et les hormones de croissance;

4. de s'atteler, avec le Parlement, à une réglementation claire et univoque afin d'assurer de manière effective le contrôle, la supervision et le respect de l'interdiction de vente et d'achat de ces produits sur Internet, et de mieux coordonner les divers services compétents en matière d'hormones et d'antibiotiques;

5. de transformer la Cellule hormones en une véritable *task force* qui, outre sa tâche de coordination, serait investie de moyens suffisants pour élaborer une analyse criminelle globale — dans le cadre de laquelle, parallèlement à un flux d'informations vertical, l'on veillerait à instaurer un flux horizontal, avec une propre capacité d'enquête en matière de législation antiblanchiment, par le biais d'un détachement d'agents des Finances — et pour accélérer le développement des possibilités de détection de ses propres laboratoires quant au traçage de nouvelles hormones;

6. compte tenu des points de convergence existant entre le trafic de produits dopants à usage humain et le trafic d'hormones destinées à l'élevage de bétail, d'élaborer des protocoles permettant un échange régulier de savoir-faire entre les laboratoires qui effectuent des contrôles antidopages et ceux qui recherchent la présence d'hormones dans l'élevage;

7. de poursuivre systématiquement les suspects dans les dossiers d'hormones et de dopage à la fois sur la base de la législation relative aux hormones et sur la base d'enquêtes en matière de blanchiment, et d'octroyer prioritairement les moyens nécessaires à cet effet. Il faudra donc effectuer, pour chaque suspect, une enquête de patrimoine financier, afin de pouvoir lutter efficacement contre des phénomènes tels que les éleveurs en sous-traitance et la délocalisation de l'engraissement illégal vers l'étranger. Dans ce cadre, une collaboration proactive devra également être menée avec les services de contrôle fiscal;

doping voor menselijk gebruik geïndiceerd gezien de risico's voor volksgezondheid en de linken met de traditionele hormonenmafia. De politiediensten de parketten moeten beschikken over de nodige opleidingsmodules om terug voldoende vertrouwd te raken met deze materies;

2. protocollen af te sluiten met internetproviders om *online*-apotheken uit het buitenland te weren. Wat betreft de veilingsites moeten afspraken worden gemaakt om advertenties inzake de aankoop van doping voor menselijk gebruik te weren;

3. de richtlijnen vanwege de *International Narcotics Control Board* betreffende de preventie van de illegale handel van internationaal gecontroleerde substanties via het internet om te zetten in nationale wetgeving hieronder begrepen het opzetten van internetbewaking om de handel van illegale substanties zoals doping voor menselijk gebruik en groeihormonen te controleren en aan te pakken;

4. samen met het Parlement werk te maken van een heldere en eenduidige regelgeving inzake om de controle, de supervisie en het verbod van kopen en verkopen via internet van deze producten daadwerkelijk te handhaven en de diverse bevoegde diensten inzake de aanpak van hormonen en antibiotica beter op elkaar af te stemmen;

5. de Hormonencel om te vormen tot een echte taskforce die naast zijn coördinerende taak aldus over voldoende middelen zal beschikken om een globale misdrijfanalyse te kunnen uitwerken waarbij naast een verticale informatiestroom tevens werk wordt gemaakt van een horizontale informatiestroom met eigen onderzoekscapaciteit inzake witwaswetgeving via detachering vanuit Financiën en om de detectiemogelijkheden van de eigen labo's om nieuwe hormonen te traceren versneld uit te bouwen;

6. gezien de raakvlakken tussen de handel in dopingproducten voor menselijk gebruik en de handel in hormonen voor de veeteelt protocollen op te stellen om op regelmatige basis *knowhow* uit te wisselen tussen labs die controleren op dopingproducten en die welke hormonen uit de veeteelt opsporen;

7. de verdachten in hormonen en dopingdossiers systematisch te vervolgen op basis van de hormonenwetgeving en op basis van witwasonderzoek en hier de nodige middelen prioritair voor te voorzien. Aldus moet bij elke verdachte een financieel vermogensonderzoek worden gedaan en dit om fenomenen zoals loonkwekers en de delocalisatie van de illegale vetmesterij naar het buitenland efficiënt te bestrijden. Tevens moet in dit kader proactief worden samengewerkt met de fiscale controlediensten;

8. de s'atteler prioritairement au phénomène spécifique des vétérinaires d'autoroute par le biais d'une approche multidisciplinaire, qui intègre une enquête antiblanchiment et une analyse criminelle globale, afin d'identifier l'ensemble du réseau;

9. d'ajouter, dans l'article 5 de l'arrêté royal du 12 avril 1974 relatif à certaines opérations concernant les substances à action hormonale, antihormonale ou antibiotique, les agents des douanes à la liste des personnes habilitées à rechercher et constater les infractions aux dispositions dudit arrêté et à exiger la présentation d'une autorisation d'importation;

10. d'autoriser la *Federal Computer Crime Unit* (FCCU) à rechercher activement, en concertation avec la Cellule hormones, des produits dopants à usage humain proposés à la vente dans notre pays via Internet et, si nécessaire, de modifier pour ce faire la législation. La *Federal Computer Crime Unit* doit instaurer une surveillance d'Internet sur-le-champ afin de débusquer les réseaux et organisations qui se cachent derrière le trafic sur Internet, et doit disposer des moyens nécessaires à cet effet;

11. de charger les services de l'administration des Douanes et Accises ainsi que l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (AFMPS), dotée d'une Unité spéciale d'enquête (USE), de contrôler plus systématiquement les envois internationaux afin de détecter la présence d'hormones ou de produits dopants, et de simplifier les procédures et les démarches administratives liées à ces contrôles;

12. d'adapter la réglementation pour que les informations *pre-arrival* des envois au niveau des services de courrier soient transmises aux services des Douanes à temps, c'est-à-dire préalablement à l'expédition, de sorte que les envois suspects puissent être bloqués à l'avance. Le personnel des services de courrier doit en outre suivre des formations spécifiques, conformément aux directives susvisées de l'Organe international de contrôle des stupéfiants.

8 octobre 2010.

8. specifiek wat betreft het fenomeen van de autostradedierenartsen dit prioritair aan te pakken en dit door een multidisciplinaire benadering met witwasonderzoek en globale misdrijfanalyse om het hele netwerk in kaart te brengen;

9. in artikel 5 van het koninklijk besluit van 12 april 1974 betreffende bepaalde handelingen inzake substanties met hormonale, anti-hormonale of antibiotische werking, de douanebeambten toe te voegen bij de lijst van personen die bevoegd zijn voor het opsporen en vaststellen van inbreuken op dit besluit evenals voor het doen voorleggen van een invoervergunning;

10. de *Federal Computer Crime Unit* (FCCU) te machtigen om in overleg met de Hormonencel actief op zoek gaan naar doping voor menselijk gebruik die te koop worden aangeboden in ons land via het internet en hiervoor indien nodig de wetgeving te wijzigen. De *Federal Computer Crime Unit* moet terstond werk maken van een internetbewaking om de netwerken en organisaties aan te pakken die achter de internethandel schuilen en zij moeten hiervoor de nodige middelen krijgen;

11. de diensten van de administratie Douane en accijnzen en het Federaal Agentschap voor geneesmiddelen en gezondheidsproducten (FAGG) met zijn Speciale Onderzoekseenheid (SOE) op te dragen meer systematisch internationale zendingen te controleren op de aanwezigheid van hormonen of doping en de procedures en de administratie bij deze controles te vereenvoudigen;

12. de regelgeving aan te passen zodat de *pre-arrival* informatie van zendingen bij koerierdiensten tijdig en dus voorafgaandelijk aan de zending wordt bezorgd aan de Douanediensten zodat verdachte zendingen op voorhand kunnen worden geblokkeerd. Daarnaast moet het personeel van de koerierdiensten bijzondere opleidingen krijgen conform de eerder aangehaalde richtlijnen vanwege de *International Narcotics Control Board*.

8 oktober 2010.

Bart TOMMELEIN.
Louis IDE.
Fabienne WINCKEL.
François BELLOT.
Wouter BEKE.
Bert ANCIAUX.
Francis DELPÉRÉE.
Freya PIRYNS.